Par Olivier LE COUR GRANDMAISON,

historien et écrivain

8 mai 1945 en Algérie : **des massacres orphelins**

8 mai 2010. La France célèbre comme il se doit la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Nul doute que le président de la République, notamment, voit dans cette date un formidable motif de fierté nationale lui qui affirme être si soucieux de rétablir et d'entretenir ce sentiment parmi les citoyens. 8 mai 2010. L'Algérie commémore le soixante-cinquième anniversaire des massacres de Sétif et Guelma perpétrés par l'armée française et de nombreuses milices coloniales composées de civils d'origine européenne. Bilan : entre 20 000 et 30 000 victimes arrêtées, torturées et exécutées sommairement pour rétablir l'ordre et terroriser les populations «indigènes» Une seule et même date. Deux histoires diamétralement opposées en même temps que liées l'une à l'autre cependant que la première est exaltée, et la seconde enfouie dans le bilan réputé positif de la colonisation établi par Nicolas Sarkozy qui a réhabilité, comme jamais depuis 1962, le passé impérial du pays afin de satisfaire aux exigences d'un électorat ultra nécessaire à sa victoire.

Pour recouvrer son autorité en Europe et dans le monde, la France libre, et l'écrasante majorité des forces politiques qui la composaient, gaullistes, communistes et socialistes, étaient prêtes à tout pour défendre l'empire et, dans le cas particulier des départements français d'Algérie, pour perpétuer la domination de la métropole imposée depuis cent quinze ans. Monarchique d'abord, républicaine ensuite, impériale après et de nouveau républicaine après la chute de Napoléon III, la France a longtemps soumis, comme l'écrivait Ferhat Abbas, les «Arabes» au régime du «talon de fer» et du «mépris», au Code de l'indigénat, aux tribunaux répressifs, à l'internement administratif et aux amendes collectives. Sans oublier les nombreux massacres commis par l'armée d'Afrique pour conquérir l'Algérie et rétablir l'ordre colonial lorsque celui était contesté par les « indigènes». Jusqu'en 1945, ces derniers n'étaient que des « sujets français », des assujettis en fait comme en droit, privés des libertés démocratiques élémentaires. A cela s'ajoutaient de nombreuses dispositions discriminatoires et racistes qui ne pesaient que sur eux. C'est contre cet ordre pour eux dictatorial, injuste et inégalitaire que manifestaient donc ceux qui s'étaient rassemblés à Sétif en ce 8 mai 1945. On connait la suite : le déchaînement de la violence et de la terreur d'Etat avec son cortège de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Une fois encore, en ce mois de mai 2010, ce passé n'a toujours pas droit de cité de ce côté-ci de la Méditerranée, ni dans les discours des plus hauts responsables de l'Etat, ni dans ceux des dirigeants de la gauche parlementaire, ni dans la plupart des grands médias français. Mépris, silence, oubli. Sinistre combinaison aux effets délétères. Jusqu'à quand ? ■

Olivier LE COUR GRANDMAISON